

03 MARS 2020

Article 1 :

Conformément à l'article L 713-1 du Code l'éducation et en application de la délibération n° 2015-56 du 8 décembre 2015 du conseil d'administration de l'université, le département de Sciences, Technologies, Santé est une composante de l'Université de la Polynésie française.

Article 2 :

Le département est administré par une assemblée générale et dirigé par un directeur élu par l'assemblée générale.

CHAPITRE I

L'assemblée générale du département

A. – Composition

Article 3 :

L'assemblée générale du département comprend :

- ✓ les enseignants-chercheurs et les enseignants titulaires rattachés au secteur de formation Sciences, Technologies et Santé,
- ✓ les enseignants-chercheurs et les enseignants effectuant au moins 96heqtd pour les enseignants-chercheurs (MCF et PR) et 192heqtd pour les enseignants (PRAG et PRCE) dans le département et, éventuellement les attachés temporaires d'enseignement et de recherche (ATER) affectés au département et, éventuellement, selon l'objet, les contractuels faisant au moins 192heqTD dans le département STS.
- ✓ 2 représentants des étudiants élus à la CFVU (1 titulaire et 1 suppléant) dans le domaine STS.
- ✓ le cas échéant, les personnels ingénieurs, administratifs, techniques, ouvriers et de service qui y effectuent plus de la moitié de leur temps de travail

Le directeur dresse la liste des membres à chaque rentrée et la met à jour autant que de besoin

B. – Fonctionnement

Article 4 :

L'assemblée générale du département se réunit au moins 2 fois par semestre à l'initiative du directeur du département.

Le directeur du département peut organiser une réunion à la demande, assortie d'un ordre du jour, d'un tiers de ses membres ou du président de l'université.

La présence ou la représentation de 50% des enseignants et enseignant-chercheurs titulaires en exercice est exigée pour obtenir le quorum (les procurations étant prises en compte dans le quorum). En l'absence de quorum, une nouvelle convocation est adressée dans les deux jours en vue d'une réunion dans les meilleurs délais. Lors de cette nouvelle réunion, les votes sont valables quel que soit le nombre de présents.

Les séances de l'assemblée générale ne peuvent pas être programmées pendant les périodes d'interruptions pédagogiques.

Nul ne peut être détenteur de plus de deux procurations.

Les décisions sont prises à la majorité absolue des suffrages exprimés. En cas de partage des voix, le directeur a voix prépondérante.

Les séances ne sont pas publiques. Toutefois, une personne dont la présence paraît utile peut être invitée à titre consultatif (par exemple COSIP, B.U., TICE, Scolarité, etc.).

Un compte-rendu de séance est établi dans les quinze jours par le directeur du département après avoir sollicité les observations des membres présents de l'assemblée générale. Il est adressé sans délai au président de l'université, aux membres du département et à la secrétaire des départements.

Article 5 :

L'assemblée générale peut se réunir en formation restreinte en fonction de l'ordre du jour.

Les ordres du jour concernant les postes (Professeurs, Maîtres de conférences, ATER, PRAG/PRCE), le budget et l'élection du directeur du département se font obligatoirement en formation restreinte.

Les réunions en formation restreinte comprennent l'ensemble des enseignants, enseignant-chercheurs titulaires et en exercice du département.

Le quorum est identique à celui de l'assemblée générale.

En l'absence de quorum, une nouvelle convocation est adressée dans les deux jours en vue d'une réunion pour un nouveau scrutin dans les meilleurs délais. Lors de cette réunion, le scrutin est valable quel que soit le nombre de présents.

Les réunions en formation restreinte ne peuvent pas être programmées pendant les périodes d'interruptions pédagogiques.

C. – Attributions

Article 6 :

L'assemblée générale du département entretient avec le président de l'université un dialogue stratégique et de gestion (art. L 713-1 Code de l'éducation) ; à cet effet, elle est associée :

- ✓ à la préparation et à la mise en œuvre du contrat pluriannuel d'établissement (art. 8 des statuts de l'UPF), y compris concernant l'adossement à la recherche ;
- ✓ à l'élaboration des objectifs du département et à la fixation des moyens qui lui sont alloués.

Elle approuve son règlement intérieur.

Elle désigne son représentant au Conseil de la documentation.

L'assemblée générale en formation restreinte émet un avis sur la liste des enseignants vacataires des différentes disciplines et procède aux demandes de postes d'enseignants et d'enseignants-chercheurs en « mission ».

CHAPITRE II

L'exécutif du département

A. – Le directeur

Article 7 :

Le directeur du département est un enseignant-chercheur titulaire ou un enseignant titulaire du département et qui assure au moins la moitié de son service dans le département.

Il est élu par les membres de l'assemblée générale restreinte aux enseignants et enseignants chercheurs du département au scrutin majoritaire à deux tours à bulletin secret. Son mandat est de 2 années, limité à 2 mandats consécutifs.

Article 8 :

Les missions et responsabilités du directeur de département sont décrites dans le Référentiel d'Equivalence Horaire (délibération de la dernière CFVU précédant l'année universitaire en cours).

Il rend compte de son action à l'assemblée générale du département.

Article 9 :

Le directeur peut demander une réunion par discipline ou filière pour préparer les travaux de l'assemblée générale en fonction de l'ordre du jour.

Le directeur peut sur certains sujets non sensibles organiser un vote électronique par mail ou sur une plateforme dédiée. Les membres du département peuvent choisir de répondre de façon publique ou privée. Le Directeur collecte et communique les résultats du vote dans les 8 jours après la clôture du vote. Un tiers des membres du département peuvent demander à repousser le vote à une assemblée générale ou en formation restreinte s'ils estiment le sujet sensible.

Il peut bénéficier d'une décharge partielle de service visant à lui accorder le temps nécessaire à l'administration du département (délibération du dernier CA précédant l'année universitaire en cours).

Article 10 :

Les fonctions du directeur prennent fin à l'issue de son mandat. Elles prennent fin également par démission, départ à la retraite, décès, empêchement définitif dûment constaté.

B. – Le directeur-adjoint

Article 11 :

Le directeur propose à l'assemblée générale la désignation, à la majorité absolue des suffrages exprimés, d'un enseignant-chercheur titulaire ou d'un enseignant titulaire du département au poste de directeur-adjoint.

Article 12 :

Les missions et responsabilités du directeur-adjoint sont décrites dans le REH (délibération de la dernière CFVU précédant l'année universitaire en cours).

Les fonctions de directeur-adjoint prennent fin de droit à l'issue du mandat du directeur. Ses fonctions prennent également fin par démission, départ à la retraite, décès, empêchement définitif dûment constaté.

Toutefois, en cas de démission, départ à la retraite, décès, empêchement définitif dûment constaté ; le directeur adjoint est chargé des affaires courantes du département et de l'organisation de l'élection du directeur.

CHAPITRE III

Les responsabilités pédagogiques

Article 13 :

Les responsabilités pédagogiques inscrites au REH font l'objet d'une répartition annuelle, votée par l'assemblée générale en prévision de la rentrée universitaire suivante.

Article 14 :

L'attribution d'une responsabilité pédagogique ne peut être imposée contre la volonté de la personne concernée.

Article 15 :

Dans la mesure des capacités des équipes pédagogiques et des choix individuels, le cumul individuel de responsabilités pédagogiques doit rester compatible avec les obligations de service et rester exceptionnel.

Article 16 :

L'assemblée générale du département procède à la désignation nominative des responsables qui sont associés à son bon fonctionnement.

Le directeur du département informe la Présidence de ces désignations.

A. – Le directeur des études**Article 14 :**

En application de la loi n° 2018-166 du 8 mars 2018 relative à l'orientation et à la réussite des étudiants, le directeur propose à l'assemblée générale la désignation, à la majorité absolue des suffrages exprimés, d'un enseignant-chercheur titulaire ou d'un enseignant titulaire au poste de directeur des études pour chaque parcours adapté nécessaire à la réussite des étudiants.

En application de l'arrêté licence du 30 juillet 2018 relatif à la réussite des étudiants en licence, le directeur propose à l'assemblée générale la désignation, à la majorité absolue des suffrages exprimés, d'un enseignant-chercheur titulaire ou d'un enseignant titulaire au poste de directeur des études des L1 pour chaque filière.

Article 15 :

Les missions et responsabilités du directeur des études (DE) sont décrites dans le REH (délibération de la dernière CFVU précédant l'année universitaire en cours).

B. – Le responsable d'équipe pédagogique**Article 16 :**

Le directeur propose à l'assemblée générale la désignation, à la majorité absolue des suffrages exprimés, d'un enseignant-chercheur titulaire ou d'un enseignant titulaire au poste de responsable d'équipe pédagogique pour chaque formation (licence, master, CUPGE). Les professeurs d'université

ont la responsabilité principale de la coordination des équipes pédagogiques (art. L 952-3 Code de l'éducation).

Article 17 :

Les missions et responsabilités du responsable d'équipe pédagogique (REP) sont décrites dans le REH (délibération de la dernière CFVU précédant l'année universitaire en cours).

C. – Le responsable pédagogique en L2, L3 et master

Article 20 :

Le directeur propose à l'assemblée générale la désignation, à la majorité absolue des suffrages exprimés, d'un enseignant-chercheur titulaire ou d'un enseignant titulaire au poste de responsable pédagogique pour chaque année de formation (licence, master, CUPGE).

Article 21 :

Les missions et responsabilités du responsable pédagogique (RP) d'une année de formation (L2, L3, M1, M2, CUPGE) sont décrites dans le REH (délibération de la dernière CFVU précédant l'année universitaire en cours).

D. – Le coordonnateur de discipline hors filières (mathématiques, physique-chimie, informatique, compétences numériques et bureautiques)

Article 22 :

Le directeur propose à l'assemblée générale la désignation, à la majorité absolue des suffrages exprimés, d'un enseignant-chercheur titulaire ou d'un enseignant titulaire aux postes de coordonnateurs de discipline hors filière.

Article 23 :

Les missions et responsabilités du coordonnateur de discipline hors filière sont décrites au REH (délibération de la dernière CFVU précédant l'année universitaire en cours).